

LE DEVOIR

VOL. XC - N° 04

MONTRÉAL, LE JEUDI 14 JANVIER 1999

87c + TAXES = 1\$ / TORONTO 1\$

PERSPECTIVES

Jordan inc.

Est-ce la fin d'une époque? Nul n'est plus gros que son sport. Mais avec Michael Jordan, qui a annoncé sa retraite hier, c'est probablement le meilleur basketteur de tous les temps, et certainement le sportif le plus connu et adulé au monde en ce moment, qui tire sa révérence. Un homme, aussi, qui aura poussé à son paroxysme le statut d'«athlète d'affaires».

«**P**artez quand vous êtes au sommet», recommande le dicton, et Michael Jordan l'a écouté. Son dernier jeu restera un panier qui, *in extremis*, donnait le titre de la NBA aux Bulls de Chicago au printemps dernier, leur sixième en huit ans, mais leur sixième en six ans avec lui dans leur formation. Il quitte la scène en roi dont personne ne menace le trône, même de loin, du moins pas avant plusieurs années.

Son histoire est de celles que le sport de spectacle affectionne tant et qu'on range dans la catégorie des «légendes». Ses habiletés athlétiques extraordinaires, sa capacité apparente à échapper à la loi de la gravité, son rendement sous pression lui ont permis de décrocher cinq titres de joueur par excellence et dix championnats des compteurs et de maintenir la meilleure moyenne de points par match (31,5) de l'histoire. Hors du court, il était sympathique, articulé, poli, à l'aise avec les médias, doté d'une belle gueule. Il savait toujours quoi dire et bien le dire, comme hier, alors qu'il a commencé sa conférence de presse en saluant un agent de police de Chicago dont les funérailles se déroulaient au même moment. «Cela remet les choses en perspective», a-t-il raconté.

Bref, il aurait pu être trop parfait, trop correct, trop tout, surtout dans le monde irréel du basketball où, mesurant six pieds et six pouces comme lui, on est presque un nabot, et où, de plus en plus, des millionnaires instantanés tout juste sortis du collège se comportent comme

des cistres. Mais comme dans tout conte qui se respecte, il y a eu des drames, suivis de moments magiques: en 1993, le père de Jordan était retrouvé assassiné; en 1996, les Bulls remportaient le championnat le jour de la fête des Pères. Des passages à vide, aussi: en 1993, Jordan quittait le basket pour tenter sa chance au baseball, ce qui se solda par un échec plutôt lamentable; deux saisons plus tard, il revenait triomphant à la NBA.

Humain, et en même temps un peu surhumain. Tout pour être aimé.

Pour faire du fric, aussi. Michael Jordan est pratiquement devenu une multinationale à lui tout seul. Tenez, l'an dernier, les Bulls lui ont versé un salaire évalué à environ 34 millions de dollars, américains bien entendu. Et pour arrondir ses fins de mois, il a reçu quelque 45 millions de la douzaine d'entreprises et de marques dont il est le porte-parole publicitaire, parmi lesquelles les boissons Gatorade, les sous-vêtements Hanes, les céréales Wheaties, les piles Rayovac, et surtout, surtout, Nike. Son marché, le monde entier.

Le plus fascinant, c'est que Jordan était, d'une certaine manière, sous-payé. En juin dernier, le magazine *Fortune* estimait que son impact économique s'élevait pour l'ensemble de sa carrière professionnelle à au moins 10 milliards \$ US, ventilés ainsi: 5,2 milliards chez Nike, 408 millions pour les autres commanditaires, 3,1 milliards à la NBA, résultat de la vente de produits dérivés, 80 millions liés à la vente de vidéos-cassettes sportives et 440 millions de recettes pour le film *Space Jam*, où Jordan tenait la vedette en compagnie de Bugs Bunny.

Ajoutez à cela les multiples rentrées incalculables — combien de gens de plus, par exemple, ont regardé le basket parce que Jordan était là, faisant ainsi augmenter les revenus publicitaires et les droits de télé? —, enfin, vous saisissez le topo.

Dans ces circonstances, est-il besoin de souligner que certaines compagnies craignent les effets de la retraite de Jordan? Quelques-unes ont bien l'intention de continuer à lui être associées même si, par le passé, très rares ont été les sportifs capables de maintenir leur «rentabilité» une fois leur carrière terminée. Mais d'autres pourraient écoper: en une seule journée, mardi, alors que les rumeurs de retraite se concrétisaient, les actions de Nike à la Bourse de New York ont chuté de 5,3%!

Si Nike et Jordan, unis depuis 1984, se sont mutuellement fait la courte échelle jusqu'au sommet et ont fait un temps du *swoosh* l'écusson *in de* l'adolescence nord-américaine, il reste par ailleurs que cette association aura été un aspect sombre d'un parcours illustre. Il y a des parents qui ont pesté lorsque fiston exigeait des chaussures Air Jordan à 150 \$ US la paire, il y a eu aussi des histoires de taxage de godasses et même de meurtres dans les ghettos. Et il y a ces *sweatshops* d'Asie aux conditions de travail abominables, à propos desquels Jordan n'avait pu que dire qu'il avait soulevé la question auprès des dirigeants de Nike, et que ceux-ci l'avaient rassuré, et qu'il était satisfait d'avoir été rassuré, et qu'il serait indiqué de lui fiche la paix avec ça.

Ce n'est pas parce qu'on est le plus grand que, parfois, on ne peut pas l'être aussi un peu moins. Ne l'oublions pas, au moment où la planète rend hommage à son «dieu».

jdion@ledevoir.com

MÉTÉO

Montréal
Ennuagement graduel.
Très froid.
Max: -16 Min: -30
Détails, page A 4

Québec
Ensoleillé.
Max: -20 Min: -31

INDEX

Annonces A 4 Le monde B 5
Avis publics B 4 Les sports B 6
Culture B 8 Montréal A 3
Économie B 2 Mots croisés .. B 4
Editorial A 6 Politique A 5
Horizons B 1 Télévision B 7

www.ledevoir.com

LES SPORTS

Michael Jordan confirme sa retraite, page B 6

LE MONDE

Un «Watergate» israélien?, page B 5

MONTRÉAL

Nova Bus: cette fois, la STCUM croit avoir la solution, page A 3



Conflit entre les pompiers et la Ville de Montréal

Québec envisage la tutelle

La ministre Diane Lemieux impose un ultimatum aux deux parties

MARIO CLOUTIER
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

La nouvelle ministre d'État au Travail et à l'Emploi, Diane Lemieux, n'exclut pas une mise en tutelle du Service de prévention des incendies de la Ville de Montréal dans l'éventualité où le conflit persisterait entre l'employeur municipal et ses employés. Mme Lemieux dit s'attendre à ce que la Ville et les pompiers fassent preuve

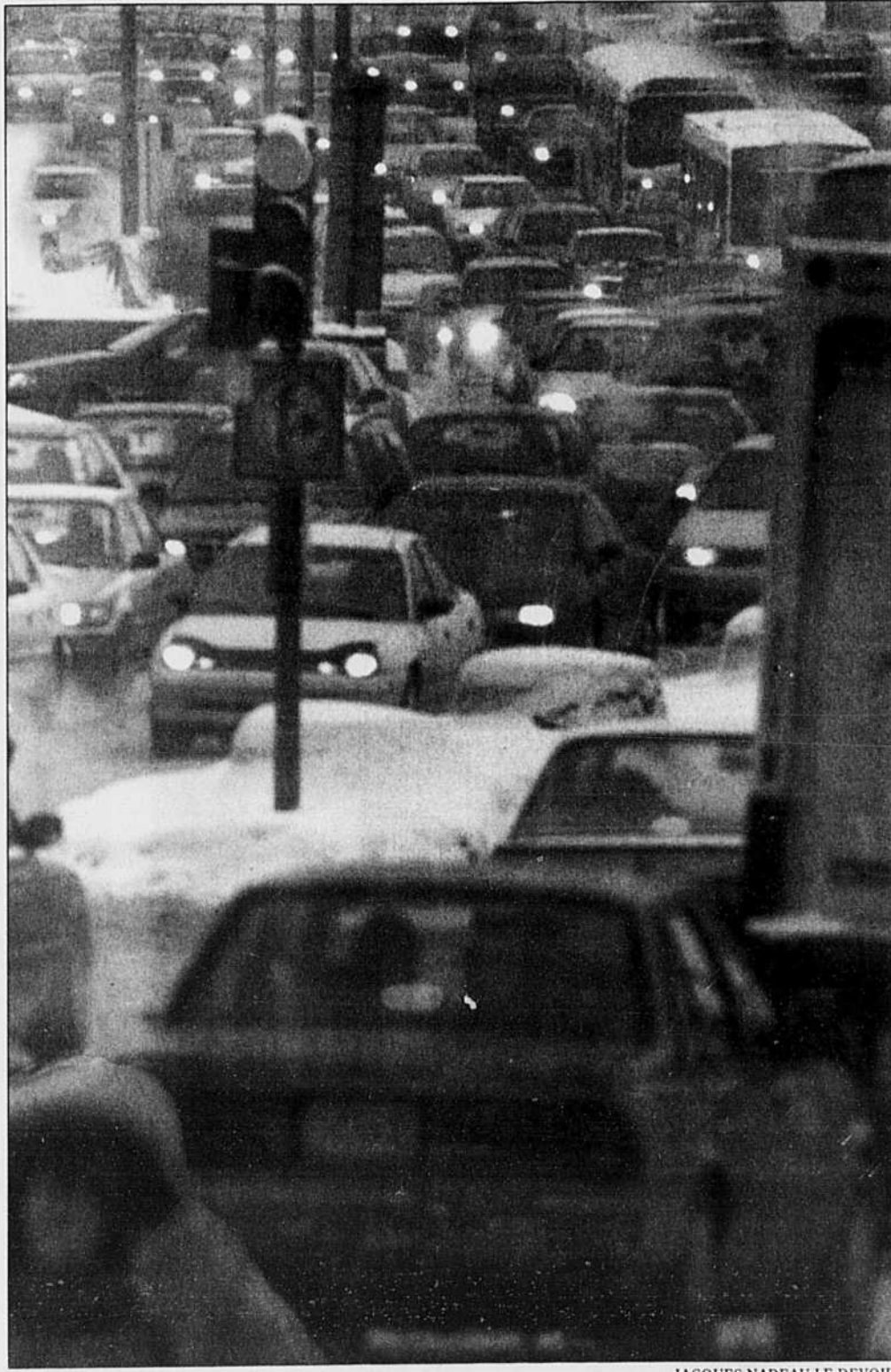
d'une meilleure volonté dans le but de régler le différend qui les oppose d'ici vendredi, date butoir qu'elle a donnée aux deux parties hier matin.

Le gouvernement commence donc à s'impatienter devant le peu de collaboration démontré jusqu'ici par les deux parties dans un conflit où les pompiers soutiennent que l'employeur ne respecte pas la convention collective et où la Ville avoue son impuissance devant les gestes de sabotage attribués aux pompiers.

La ministre Lemieux a signifié au maire Pierre Bourque et au président de l'Association des pompiers, Gaston Favel, hier, que le gouvernement pourrait intervenir, ce qui ne serait pas sans provoquer quelques remous à Montréal. «Ce n'est pas impossible, a-t-elle répondu à un journaliste qui lui demandait si la mise en tutelle était envisagée par le gouvernement en ce moment. J'ai fait mention que le

VOIR PAGE A 8: TUTELLE

À pas de tortue par un froid de loup



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

POUR UNE TROISIÈME journée consécutive, les automobilistes de Montréal et de la périphérie ont connu une heure de pointe cauchemardesque, hier matin. La neige et le froid intense ont paralysé la circulation. Tout indique que le même scénario se répètera ce matin. On prévoit un froid record. Abolir l'hiver? Pas bête, l'idée de l'anthropologue...

Abolir l'hiver?

Au lieu de travailler tout l'hiver, prenons congé tous ensemble en janvier et février, propose l'anthropologue Bernard Arcand

Il y eut, par exemple, la révolution copernicienne. La Révolution française. La révolution industrielle. Toutes, à leur façon, ont changé des mentalités pourtant solidement ancrées. Pourquoi alors n'y aurait-il pas une révolution hivernale, qui apporterait un changement radical dans notre manière de concevoir la blanche saison? Voilà l'idée qu'avance l'anthropologue Bernard Arcand dans un récent opuscule ironiquement intitulé *Abolissons l'hiver!* et publié — tout aussi ironiquement — chez Boréal.

VINCENT DESAUTELS

L'hiver nous tue, soutient l'auteur en une centaine de pages, avec ce ton mi-figue, mi-raisin qu'on lui connaît bien. L'hiver nous tue parce que c'est une saison invivable qui, bon an, mal an, exige implacablement son contingent de victimes, en plus de causer les multiples tracas que l'on ne connaît que trop. Quatre siècles après le premier choc de Jacques Cartier qui découvrait soudainement les rigueurs de l'hiver québécois, la leçon aurait dû porter. On a beau améliorer nos moyens d'affronter la saison tant redoutée, l'hiver demeure le même, imperturbable. «Les temps ont

changé, à l'évidence, mais l'hiver ne s'est jamais modernisé. L'hiver prochain sera probablement tout à fait comparable à celui qui a fait périr les compagnons de Cartier», écrit Bernard Arcand.

Aussi l'anthropologue propose-t-il une solution radicale à cet état de fait auquel même les progrès les plus spectaculaires ne peuvent rien. Invertissons la situation actuelle, argue-t-il. Au lieu de travailler tout l'hiver, prenons congé, tous ensemble, en janvier et en février. Donnons à l'expression «la morte saison» son sens véritable: glissons-nous tous sous la couette, bien confortablement, pendant les pires mois de l'année.

VOIR PAGE A 8: HIVER

Le Brésil ébranle les marchés

La crise brésilienne a eu des répercussions sur les places boursières européennes et nord-américaines

LE DEVOIR, PRESSE CANADIENNE ET AFP

Les marchés boursiers de la planète ont été pris, hier, d'un grand frisson brésilien. Les mouvements de délestage ont été rapides après l'annonce d'une dévaluation *de facto* de la devise brésilienne et de la démission du gouverneur de la Banque centrale. La peur d'une contagion aux pays voisins de l'Amérique latine mais aussi à l'ensemble de l'économie mondiale a entraîné une correction des cours boursiers et un déplacement vers les devises fortes, dollars américains et, désormais, euro.

Dans la foulée, le dollar canadien perdait plus de 1 ¢ en début de séance pour se reprendre ensuite et terminer la journée d'hier à 65,66 ¢ US, en recul de 41 centimes.

Après avoir longtemps résisté, le gouvernement brésilien n'a eu d'autre choix, hier, que de commander un nouveau jeu de fluctuations de la monnaie locale. Le réal a été dévalué *de facto* de 7,6 % avec la décision des autorités monétaires brésiennes d'élargir la bande de fluctuation de la

VOIR PAGE A 8: BRÉSIL

- Des risques de contagion, page B 2
- Pas de panique, dit Chrétien, page A 5

L'entérocoque résistant

Notre-Dame effectuera un dépistage systématique

ISABELLE PARÉ
LE DEVOIR

Confronté à la propagation d'une bactérie résistante, le pavillon Notre-Dame du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) effectuera le dépistage systématique de l'entérocoque résistant à la vancomycine chez tous ses nouveaux patients et chez tous ceux qui y ont été hospitalisés plus de 24 heures depuis octobre 1998.

Cette nouvelle procédure, annoncée hier par le Dr Pierre Saint-Antoine, responsable de la prévention des infections au CHUM, pourrait en théorie toucher quelque 6000 personnes hospitalisées au cours des mois d'octobre, novembre et décembre 1998. Mais seules les personnes qui se présenteront pour recevoir à nouveau des soins au pavillon Notre-Dame et dans d'autres hôpitaux de la région feront l'objet d'un dépistage.

Selon le Dr Saint-Antoine, cette mesure s'avère maintenant nécessaire compte tenu qu'un dépistage général, réalisé le 7 janvier auprès des 517 patients hospitalisés au pavillon Notre-Dame, a permis de déceler 44 malades colonisés par la bactérie résistante. Sept d'entre eux ont toutefois reçu leur congé depuis.

«En date d'aujourd'hui, il y a 37 patients porteurs de l'entérocoque résistant à la vancomycine qui sont toujours hospitalisés. Les mesures de prévention sont appliquées. Ces patients sont isolés et on tente de les regrouper sur de mêmes unités de même que le personnel qui les soigne», a expliqué le Dr Saint-Antoine.

La première éclosion de cas de patients porteurs de

VOIR PAGE A 8: DÉPISTAGE

ACTUALITÉS

DÉPISTAGE

«Il y a une plus grande utilisation des antibiotiques dans notre société. On vit en équilibre avec la flore bactérienne, mais il peut arriver que cet équilibre soit rompu.»

SUITE DE LA PAGE 1

L'entérocoque à Notre-Dame avait été observée à la fin de novembre 1998. À ce moment, une dizaine de cas avaient été identifiés et deux unités de soins avaient été isolées. C'est après le congé de Noël que l'hôpital a décidé de procéder au dépistage chez l'ensemble de ses patients.

En quelques semaines, que s'est-il passé pour que la bactérie se propage chez autant de patients? «C'est un phénomène qu'on ne peut pas expliquer. Il y a une plus grande utilisation des antibiotiques dans notre société. On vit en équilibre avec la flore bactérienne, mais il peut arriver que cet équilibre soit rompu. Dire qu'on a un contrôle total, ce serait utopique de le penser», a-t-il avancé hier.

L'entérocoque résistant à la vancomycine ne présente un danger que pour les personnes dont le système immunitaire est fortement affaibli. Peu pathogène, la bactérie ne provoque aucun symptôme chez les personnes en santé. À Notre-Dame, on insiste sur le fait que la présence de cette bactérie n'a, à ce jour, jamais donné lieu à une infection chez des patients porteurs. Chose certaine, il faudra maintenant que l'hôpital vive avec cette nouvelle réalité, et pour longtemps. On prévoit une augmentation des coûts liés à ce dépistage systématique, un plus grand besoin de personnel et une moins grande disponibilité de chambres individuelles, plusieurs étant occupées par les malades en isolation. «On est conscient que ce problème n'est pas ponctuel. C'est un phénomène qui est là pour rester et on va devoir apprendre à vivre avec. Le dépistage va faire partie de notre vie pour un bon moment», croit l'infectiologue du CHUM.

À la Direction de la santé publique de Montréal-Centre, on affirme que la directive expédiée aux établissements de santé de la région avant Noël continue de s'appliquer. Tout patient provenant du pavillon Notre-Dame fera l'objet d'un dépistage dans les autres établissements de santé. Cette mesure touche aussi les patients ayant séjourné dans des hôpitaux américains ou étrangers au cours de la dernière année, où le taux de colonisation à l'entérocoque résistant atteint jusqu'à 25%.

Selon le Dr Paul Le Guerrier, médecin-conseil à la division des maladies infectieuses de la Santé publique de Montréal, trois centres d'hébergement ont dépisté depuis novembre des patients porteurs de l'entérocoque résistant provenant de Notre-Dame. Mais aucun cas de transmission ultérieure n'a été rapporté. «Pour nous, le problème n'est pas tellement le nombre de patients mais comment on peut freiner la situation. On croit que l'hôpital Notre-Dame a tout fait pour contrôler la situation», affirme-t-il.

Depuis 1995, environ quatre ou cinq écloisions de l'entérocoque résistant sont apparues dans des hôpitaux de la région métropolitaine, notamment dans les établissements anglophones et à l'hôpital de Valleyfield. La Régie de la santé de Montréal, la Direction de la santé publique de Montréal et les responsables de Notre-Dame doivent se rencontrer aujourd'hui pour faire le point sur la situation.

L'éclosion survenue à Notre-Dame n'est pas sans effet sur l'urgence, où une dizaine de patients y étaient en attente depuis plus de 48 heures hier matin. La veille, quelque 24 patients attendaient depuis plus de 48 heures dans les corridors en raison de la faible disponibilité de lits occasionnée par l'isolation des patients porteurs de l'entérocoque.

Selon le Dr Louise Clément, responsable de la gestion des lits au CHUM, de 15 à 20 lits devaient être libérés hier pour désengorger l'urgence. Les ambulances ont aussi été détournées vers les pavillons Hôtel-Dieu et Saint-Luc. On comptait 60 patients à l'urgence de Notre-Dame hier, 41 à l'urgence de Saint-Luc et 27 à celle de l'Hôtel-Dieu. Ailleurs dans la métropole, l'affluence demeurait importante, notamment à l'hôpital Lakeshore.

Un premier revers politique pour Diane De Courcy

Des dissensions au sein du MEMO empêchent l'adoption d'une politique du transport à la CSDM

PAULE DES RIVIÈRES
LE DEVOIR

Des dissensions au sein même de son parti — et les protestations de nombreux parents — ont empêché hier soir la présidente de la Commission scolaire de Montréal, Diane De Courcy, de faire adopter sa nouvelle politique du transport scolaire.

En effet, cinq des 15 commissaires du parti au pouvoir, le Mouvement pour une école moderne et ouverte (MEMO), ne se sont pas présentés à la réunion publique des commissaires hier soir, empêchant l'obtention du quorum nécessaire.

Pour Mme De Courcy, il s'agit là d'un premier revers politique et il est amer en ce sens que ce sont ses propres collègues qui, apparemment sans l'aviser au préalable, lui ont fait fond bond hier.

«Je crois au sens de responsabilités de mes collègues. Ils ont failli ce soir», a-t-elle dit. Les absents étaient Robert Cadotte, Guy Vidal, Marcellin Noël, Colette Provost et Luc Gaudette. Les commissaires mécontents des orientations en matière de transport n'étaient pas les seuls. Quelque 70 parents s'étaient entassés dans l'espace étroit réservé au public d'où, pendant une heure 15, ils ont demandé des modifications ou, mieux, l'abandon de toute la politique de transport.

Deux groupes de parents sont particulièrement inquiets: ceux dont les enfants fréquentent les écoles à vocation particulière Ecole-Atelier et Fernand-Seguin, qui perdent leur système de transport régional et ceux dont les enfants appartiennent à des écoles protestantes et qui sont aujourd'hui dans la nouvelle CSDM.

Car les écoles protestantes étaient des écoles régionales dont les enfants venaient d'un peu partout sur le territoire. Mme De Courcy privilégie, elle, l'école de quartier, l'école la plus près du lieu de résidence. Elle met donc fin, de manière graduelle au cours des quatre prochaines années, au transport scolaire régional.

Le hic, comme l'ont soulevé certains parents c'est que

plusieurs de ces écoles anciennement protestantes avaient leur culture propre. En annonçant l'abolition du transport, la CSDM signe à plus ou moins long terme la mort de ces écoles, a souligné, par exemple, un représentant de l'école Ogilvy.

Les six commissaires de l'opposition, regroupés autour de Michel Pallascio, réclament pour leur part la reconduction du statu quo pour une nouvelle année.

«Le but (de la politique du MEMO) est de faire entrer les écoles protestantes dans le moule des écoles de quartier. Or, elles ne sont pas des écoles de quartier», a fait valoir le commissaire Benoît Bessette en accusant Mme De Courcy d'être «aveuglée par votre doctrine d'école de quartier».

Après avoir entendu les parents, Mme De Courcy a suspendu les délibérations pendant 30 minutes, pour revenir avec une proposition de report de la politique, qui doit maintenant être adoptée le 27 janvier. Cette option a été retenue, malgré les difficultés posées par le petit nombre de commissaires du MEMO.

À l'issue de ces débats «à haute teneur émotive», Mme De Courcy a dit que la Commission apporterait vraisemblablement «quelques bonifications» à sa politique, à la suite des représentations des parents mais qu'elle n'en changerait pas l'essence. «Notre orientation est l'école de quartier».

Et à ceux, commissaires et parents, qui l'accusent de vouloir détruire à petit feu les écoles à vocation particulière, Mme De Courcy a rétorqué que la majorité des 28 écoles à vocation particulière de la commission ne disposaient d'aucun système de transport élargi. Des quatre écoles qui bénéficiaient d'un tel système, deux le perdent, l'Ecole-Atelier et l'école pour doués Fernand-Seguin. Deux le conservent, soit les écoles Face et Le Plateau, qui ont une vocation musicale.

La CSDM a jugé qu'il était plus difficile de déplacer les instruments de musique que les enfants. Cependant, la direction de l'École Le Plateau a dû accepter quelques modifications: son école sera davantage destinée aux enfants de milieux défavorisés.

La neige paralyse Toronto

PRESSE CANADIENNE

Toronto — Pour des villes canadiennes comme Montréal, Winnipeg et Ottawa, une précipitation de 15 centimètres de neige est jugée mineure. Mais lorsqu'elle tombe sur Toronto, comme ce fut le cas hier, c'est assez pour jeter la ville dans le chaos. Cette dernière précipitation vient s'ajouter aux 40 centimètres qui se sont abattus sur la ville le 3 janvier. Le maire de Toronto, Mel Lastman, vit dans la crainte qu'une autre chute de neige vienne accroître les problèmes de transport en commun qui sévissent dans la Ville reine.

M. Lastman, qui en est à sa deuxième déclaration d'état d'urgence, a été fortement critiqué pour n'avoir pas accordé les sommes nécessaires au déneigement. Le maire s'en défend bien mais reconnaît que la ville a mis trop de temps à réagir après la bordée d'il y a deux semaines. «À l'avenir,

nous devons être mieux préparés. Il faut se débarrasser de cette neige plus vite», a-t-il dit.

Ce manque de prévision a mené à la paralysie partielle du système de transport en commun. Des métros fermés et de longues files d'attente pour des autobus en retard de quelques heures ont mis à rude épreuve la patience des usagers. Le service de météorologie d'Environnement Canada a indiqué que les précipitations de neige en janvier, à Toronto, s'élèvent en moyenne à 35,5 centimètres. L'accumulation actuelle a déjà atteint 83 centimètres. Les météorologistes prévoient une autre chute de 15 à 25 centimètres de neige en soirée hier.

Une équipe militaire a survolé la région afin d'évaluer la situation et les besoins ainsi que pour déterminer si l'intervention des troupes est nécessaire, a confirmé Elaine McArchie, porte-parole du ministre de la Défense, Art Eggleton.

Québec vient en aide aux victimes de l'avalanche

PRESSE CANADIENNE

Québec — Le conseil des ministres a adopté un décret, hier, visant à indemniser les victimes de la tragédie qui a causé la mort de neuf personnes au jour de l'An dans le village de Kangiqsualujuaq.

À l'issue de la première réunion du conseil des ministres depuis le congé des Fêtes et la tragédie, M. Ménard a précisé les mesures retenues par le gouvernement afin de permettre de subvenir aux besoins des victimes de l'avalanche et de les indemniser pour les inconvénients vécus.

HIVER

«L'hiver est dur parce qu'on le rend désagréable»

SUITE DE LA PAGE 1

Que le pays entier hiberne. Il s'agira en retour de travailler davantage l'été venu: les conditions climatiques y sont d'ailleurs plus propices, alors que l'hiver, tout joue contre le bon ordre des choses tel qu'on s'acharne à le perpétuer. Il faut déneiger, il faut chauffer, il faut s'habiller et il faut supporter les jours qui raccourcissent: pas surprenant que le moral soit à zéro et que l'épuisement soit à son comble. Ce non-sens, croit l'anthropologue, n'avantage personne; sachons plutôt profiter de l'hiver.

Un fumiste, Bernard Arcand? Un farfelu qui rêve en couleur sur fond de neige blanche? Loin de là, s'il faut l'en croire. L'idée le tracasse depuis qu'un de ses *Liens communs*, rédigés en collaboration avec Serge Bouchard, l'avait fait réfléchir sur la neige et, partant, sur la dure réalité de nos hivers. «L'hiver est dur parce qu'on le rend désagréable, avance-t-il en entrevue. On est très bons pour lutter contre lui, mais ça dénote une méadaptation profonde. On veut continuer à vivre comme si l'hiver n'existait pas! On peut réussir, si on le veut; c'est faisable d'éliminer l'hiver, mais à quel coût, sur les plans financier, moral ou sanitaire?»

Bernard Arcand adopte peut-être un ton humoristique pour lancer son projet, mais il n'en demeure pas moins convaincu de son bon sens. «Je suis en entrevue au Devoir, sourit-il, alors parlons sérieusement: je n'ai rien d'un précheur, je n'ai rien à vendre sinon le livre, mais j'aimerais que l'idée soit vraiment discutée, que des gens qui ont une vision plus large que la mienne se penchent sur la faisabilité de cette idée et en évaluent les impacts.» Car l'anthropologue reste convaincu que la lutte contre l'hiver n'en vaut pas le coût, économiquement et socialement.

Ce mode de vie tout entier voué à la production l'année durant, rappelle-t-il, trouve son origine dans la révolution industrielle d'il y a deux cents ans. Il convient sans doute à une ville anglaise comme Sheffield, dont les hivers sont moins rudes, mais certainement pas à nos climats où l'homme doit redoubler d'efforts pour combattre la nature. Nos ancêtres l'avaient compris, eux qui s'enfermaient à l'intérieur une fois les travaux aux champs terminés. Tout juste s'ils se consacraient à couper du bois et à réparer l'outillage. L'hiver était un temps de réjouissance que les gens voyaient venir avec bienveillance: ils allaient pouvoir se reposer!



ARCHIVES LE DEVOIR

L'anthropologue Bernard Arcand souhaite que l'on discute sérieusement de sa proposition.

C'est dans ces périodes mortes que s'est d'ailleurs inventée la culture québécoise, remarque Bernard Arcand: un temps idéal pour les veillées où conteurs et musiciens avaient le beau rôle. «L'idée, c'est de devenir une société exceptionnelle, poursuit-il. Ce serait un attrait en soi: une société où tout s'arrête pendant deux mois.» Ça permettrait peut-être, croit-il, de combler le déficit touristique qui nous affecte alors que les *snowbirds* en partance pour le Sud sont plus nombreux que les touristes attirés par l'hiver.

«Tout est à inventer, concède l'auteur. Je n'ai pas écrit un traité mais un petit livre "punché" qui lance une idée. Je veux qu'on discute de la validité de cette position. Je veux qu'on me conteste, coûte à l'appui. Je veux que les gens y pensent, qu'ils réfléchissent à une façon de l'appliquer dans leur domaine propre. Il ne s'agit pas de changer quoi que ce soit à la modernité économique, il s'agit simplement d'un réajustement.» Une idée à méditer, bien au chaud derrière la fenêtre, quand la prochaine bourrasque ensevelira la ville...

TUTELLE

SUITE DE LA PAGE 1

scénario d'une intervention extérieure ne plairait pas à tout le monde, c'est évident. Il est possible que ce soit une intervention qui ne fasse pas l'affaire des pompiers, il faut qu'ils s'attendent à ça.»

Après l'annonce de poursuites juridiques de part et d'autre ainsi que la demande du maire Bourque d'obtenir des outils de gestion comme le droit de lock-out de la part de Québec, le gouvernement demande aux pompiers et à la Ville de mettre fin à la partie de bras de fer qui perdure depuis plusieurs semaines.

«J'ai encore espoir qu'ils peuvent donner des signes de volonté de régler, explique Mme Lemieux. Mais, en même temps, on est en train de regarder d'autres scénarios pour régler le conflit dans les meilleurs délais.»

Selon la ministre du Travail et de l'Emploi, la responsabilité première en vue d'un éventuel règlement revient d'abord et avant tout aux autorités de la Ville de Montréal et aux représentants des pompiers. Si la bonne foi des deux parties ne se manifeste pas, elle indique que le gouvernement pourrait agir dès demain, date butoir qu'elle a indiquée aux deux groupes lors d'une conversation téléphonique.

Elle réitère son souhait de voir émerger un règlement acceptable aux yeux des deux parties, ce qui est, selon elle, «toujours meilleur» dans une telle situation.

«La solution d'un tiers a des avantages et des inconvénients pour les deux parties. Ils ont encore intérêt à régler ce conflit.»

Le président du comité exécutif de Montréal, Jean Fortier, a signifié hier qu'il s'attendait à être rappelé par le conciliateur nommé au dossier. M. Fortier a par ailleurs affirmé être déçu par l'attitude de la partie adverse, qui coûte cher à Montréal. Le refus d'agir en fonction supérieure a entraîné en octobre et novembre derniers des débours supplémentaires de 320 000 \$. Sur une période de deux ans, ce moyen de pression a coûté cinq millions à Montréal.

Pour Jean Fortier, les agissements du syndicat constituent ni plus ni moins une extorsion de fonds publics. «Vous me demandez si c'est moral que les gens se servent à même les coffres de la Ville pour contribuer au syndicat et faire pression sur la Ville. Ça va de soi que ce n'est pas correct», a-t-il tranché.

Avec Kathleen Lévesque

BRÉSIL

Le dollar canadien a chuté puis remonté

SUITE DE LA PAGE 1

monnaie face au dollar. Le départ du gouverneur de la Banque centrale du Brésil, qui était encore démenti la veille par le président Fernando Cardoso, a ajouté aux inquiétudes et pratiquement toutes les places financières ont vacillé.

Le Dow Jones a eu tôt fait de perdre 250 points en début de séance, pour ensuite entreprendre une remontée. Vers la fin de la séance, la perte de cet indicateur n'était plus que de 41 points. La perte totale aura finalement été de 125,12 points.

Parti la veille en vacances, le président brésilien Cardoso est rentré précipitamment pour affirmer qu'il n'y avait «pas de changement de cap» dans la politique monétaire de la première économie d'Amérique du Sud.

Les économistes sont partagés sur l'état de la crise réelle du Brésil. Charles Dallara, directeur général de l'Institut de finance internationale (IIF), qui regroupe quelque 280 grandes banques internationales, a estimé que «la situation est tout à fait sérieuse, sans qu'elle soit fatale au Brésil ni à l'Amérique latine». En revanche, Bruce Steinberg, chef économiste de Merrill Lynch, est plus pessimiste et pense que la dévaluation du réal n'est pas assez forte. «Le réal doit encore baisser avant de trouver un nouvel équilibre et, auparavant, le Brésil devra faire face à une récession encore plus forte», a-t-il indiqué.

Au terme d'une terrible journée pour les marchés financiers, le Dow Jones, indice phare de la Bourse de New York, a lâché 1,3 % après avoir perdu 2,8 % en début de séance. La Bourse de Toronto a perdu 1 %. Les places financières en Amérique latine ont senti souffler un vent de panique avec, bien sûr en tête, la Bourse brésilienne de São Paulo, qui a perdu 10 % en un quart d'heure avant de se redresser et d'abandonner 5 % en clôture. Mardi, la Bourse brésilienne avait déjà chuté de 7,6 %. En Argentine, les actions ont plongé de 10,4 % sous l'impact de la crainte de l'effondrement du voisin brésilien, vers lequel environ un tiers des exportations argentines sont expédiées.

Le Mexique a été particulièrement secoué et le peso, qui a connu en 1995-96 une crise profonde, a une nouvelle fois plongé malgré les interventions de la Banque centrale mexicaine. Le peso a perdu près de 7 % de sa valeur en deux jours face au dollar.

Après la crise financière asiatique en 1997 et la faillite de la Russie en août dernier, les Bourses des pays industrialisés sont donc ébranlées par de nouvelles secousses alors qu'en Europe, comme aux États-Unis, les indices boursiers surfaient sur des niveaux records ces dernières semaines.

Le sursaut de la Bourse américaine juste avant que les marchés financiers ne ferment en Europe a permis de limiter la dégringolade des places boursières. Madrid, qui perdait 10 % dans le courant de la séance, a fini sur une baisse de 6,9 %. Francfort a fini sur une perte de 4,1 %, Londres de 3 % et Zurich de 4,2 %. Milan a reculé de 4,4 %, de nombreuses sociétés italiennes étant présentes sur le continent sud-américain, comme Fiat, qui dispute à l'allemand Volkswagen la place de premier constructeur automobile au Brésil.

La Bourse de Paris, qui plongeait de 6,2 % en cours de séance, se rétablissait pour terminer sur un repli de 3,5 % avec, la aussi, des sanctions pour les titres des entreprises exposées au Brésil (Renault, Carrefour ou Rhône-Poulenc). Conséquence de la tourmente sur les marchés asiatiques, le Brésil traverse donc une nouvelle crise. Depuis juillet dernier, quelque 40 milliards de dollars ont quitté le pays en raison de la fuite des investisseurs, et les réserves de la banque centrale ont plongé à 35 milliards. Il s'en est suivi une remontée draconienne des taux d'intérêt afin d'attirer ou de retenir les investisseurs étrangers, au prix cependant d'un étranglement de la croissance et d'un chômage grandissant.

Le calme était toutefois revenu depuis novembre, soit depuis que le FMI a proposé au Brésil un plan d'aide de 41,5 milliards de dollars, conditionné à une réduction draconienne de son déficit extérieur, qui s'élève à 65 milliards. Mais les turbulences brésiliennes ont réapparu la semaine dernière sous le coup de la décision de l'État fédéral de Minas Gerais (le deuxième pôle économique du pays) de suspendre le paiement de toutes ses dettes pour 90 jours.

Mardi, le marché brésilien avait vécu une journée d'instable nervosité et de crise de confiance avec la sortie de près de un milliard de dollars du Brésil, comme au pire de la crise financière internationale.